

Synthèse des “Contributions transversales”

424 contributions citoyennes organisées par sous-thématiques

AGRICULTURE

- [Revoir le fonctionnement des SAFER pour intégrer le besoin d'une agriculture biologique.](#)
- [Développer et exporter la permaculture.](#)
- [Généraliser le compostage en ville.](#)
- [Régénérer les terres agricoles.](#)

AMÉNAGEMENT

- [Réaliser des expérimentations en ville.](#)
- [Viser une autonomie alimentaire et énergétique des Outre-Mers.](#)
- [Convertir des tronçons d'autoroutes en voies vertes sur le parcours des JO 2024.](#)
- [Inverser la course folle à la métropolisation.](#)
- [Implanter une ceinture verte autour des villes.](#)
- [Replanter arbres et haies.](#)
- [Gérer les risques incendies par l'élevage de chèvres et porcs.](#)
- [Imposer la réalisation de forêts comestibles dans chaque ville.](#)
- [Mettre en place et accompagner des projets pilotes de villages autonomes en énergie et alimentation.](#)
- [Gérer les forêts comme un bien commun pour accroître la surface forestière.](#)
- [Augmenter de façon conséquente le nombre et la surface des parcs nationaux et espaces protégés français.](#)
- [Valoriser, développer le réseau des zones humides, atout majeur pour l'atténuation des changements climatiques et de leurs effets.](#)
- [Exiger que l'argent des assurances pour les catastrophes naturelles soit utilisé pour reconstruire en dehors de la zone à risque.](#)
- [Lancer un programme de barrages et de retenues d'eau afin de limiter les dégâts en cas d'inondations.](#)
- [Lancer un programme de construction de barrages réversibles \(STEP\) afin de pouvoir stocker l'énergie électrique produite pendant les périodes où il y a du vent.](#)
- [Généraliser les détecteurs de mouvements sur l'éclairage public.](#)

CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT

- [Pérenniser l'existence de la CCC.](#)
- [S'affranchir du cadre officiel de discussion.](#)
- [Ne pas faire cesser la Convention avant que l'objectif ne soit atteint.](#)
- [Communiquer autour des contributions citoyennes à la Convention.](#)
- [Contraindre les décideurs.](#)
- [Intégrer les travaux des autres panels citoyens tirés au sort en région.](#)
- [Suivre les priorités et conseils donnés par N. Hulot devant la CCC.](#)
- [Revoir les méthodes d'animation de la CCC.](#)
- [Ajouter l'énergie aux thèmes examinés par la Convention citoyenne.](#)
- [Partager les facteurs clés de succès ou d'échec de la Convention.](#)
- [Ouvrir la possibilité de soutenir d'autres contributions sur la plateforme.](#)
- [Changer les paramètres de la plateforme pour permettre la notation des contributions.](#)
- [Ne pas se tromper de méthode : c'est un devoir d'alerte qui incombe à la CCC.](#)
- [Conserver un esprit critique sur la CCC.](#)
- [Installer une CCC dans chaque commune.](#)
- [Passer par l'Assemblée ou le RIP si le Président refuse de mettre en oeuvre les propositions de la CCC.](#)
- [Démissionner avec fracas de la CCC.](#)
- [Comprendre qu'il va falloir s'opposer à Emmanuel Macron si la CCC veut faire passer des lois.](#)
- [Approfondir les causes des dérèglements.](#)
- [Inviter P. Blhouix et G. Pitron à la CCC.](#)

DÉMOCRATIE

- [Créer un organe pour valider le bien-fondé écologique des infrastructures.](#)

Synthèse des “Contributions transversales”



- [Inscrire le référendum d'initiative citoyenne \(RIC\) dans la constitution pour traiter des sujets écologiques.](#)
- [Décentraliser les décisions.](#)
- [Encourager de véritables concertations avec les habitants.](#)
- [Créer un conseil de sages capables d'imposer de bonnes décisions.](#)
- [Oser se débarrasser des opinions préconçues ou dictées par les lobbies.](#)
- [Imposer un échange/une délibération sur le sujet de la réduction des GES dans chaque séance des conseils municipaux.](#)
- [Combiner la CCC avec le haut conseil pour le climat pour créer une assemblée permanente pour le climat.](#)
- [Créer une commission consultative climat dans toutes les municipalités.](#)
- [Organiser des référendums sur la corrida et le gavage.](#)
- [Inscrire l'environnement et l'écocide dans la Constitution.](#)
- [Organiser un référendum sur la révision constitutionnelle.](#)
- [Organiser un référendum sur la sortie de l'euro et de l'UE.](#)
- [S'affranchir du pouvoir des experts.](#)
- [Mettre en place des référendums citoyens sur les questions environnementales.](#)
- [Mettre en place un dashboard open source pour référencer en temps réel toutes les décisions et les votes.](#)
- [Instaurer le jugement majoritaire comme mode de scrutin par défaut.](#)
- [Organiser un référendum pour le choix d'un scénario énergétique à horizon 2050.](#)
- [Reprendre les contributions collectées par “Entendre la France” lors du Grand Débat.](#)
- [Instaurer une réelle démocratie.](#)

DÉMOGRAPHIE (nombreuses contributions similaires)

- [Prendre en compte la démographie comme premier paramètre du pacte écologique.](#)
- [Accroître les services de planning familial et plafonner les prestations sociales aux familles ou les rendre dégressives au-delà du deuxième enfant.](#)
- [Supprimer les politiques familiales dont l'objectif n'est plus compatible avec la nécessaire sobriété.](#)

EDUCATION ET PEDAGOGIE

- [Eduquer en profondeur sur la réalité des enjeux écologiques.](#)
- [Intégrer l'empreinte carbone dans la notation scolaire des élèves.](#)
- [Prêter des "mallettes énergie" sur tout le territoire pour permettre aux particuliers de mesurer par eux-mêmes la consommation d'énergie de leur habitat.](#)
- [Développer le service civique écologique sur les exploitations agricoles en transition vers une agriculture raisonnée pour permettre aux jeunes volontaires de connaître les contraintes et plaisirs de cette activité.](#)
- [Inclure dans l'enseignement scolaire et universitaire la résolution de problèmes en lien avec l'écologie.](#)
- [Former les élus aux enjeux environnementaux.](#)
- [Compléter les bulletins météo télévisés par une vulgarisation des connaissances scientifiques sur le réchauffement.](#)
- [Nommer un Référent Climat dans chaque conseil municipal.](#)
- [Mettre à disposition des citoyens un logiciel qui quantifie précisément leurs dépenses énergétiques et leur bilan carbone.](#)
- [Communiquer sur l'impact écologique des serveurs.](#)
- [Nommer correctement la situation climatique.](#)
- [Créer une chaîne d'information consacrée à la préservation de la planète.](#)
- [Ecouter les scientifiques pour écrire un plan global et réaliste de transition énergétique.](#)
- [Rendre obligatoire une formation à la situation environnementale auprès de tous les chefs d'entreprises, des députés, des maires de commune, les professeurs des écoles, le président de la république, des conseils d'administration etc..](#)
- [Renforcer la distinction entre savoirs, opinions et croyances sur le thème du réchauffement climatique, notamment dans les médias.](#)
- [Créer un compte citoyen numérique, outil efficace pour sensibiliser.](#)
- [Rendre visibles et ludiques les petits gestes.](#)
- [Se baser sur le guide du Guardian pour nourrir la réflexion.](#)
- [Faire des "Espaces info énergie" des vecteurs de transition à part entière.](#)
- [Investir dans l'éducation.](#)
- [Sensibiliser au réchauffement climatique via la météo.](#)
- [Lever toute incertitude sur la contribution anthropique.](#)

Synthèse des “Contributions transversales”



- ["Mettre en place un Jour de la Terre".](#)
- [Réorienter le Service National Universel.](#)
- [Améliorer l'éducation écologique à l'école.](#)
- [Créer une grande mobilisation nationale pour le climat.](#)
- [Créer un outil graphique, interactif et participatif pour s'informer, débattre, et quantifier.](#)
- [Créer un site internet gouvernemental de propositions de solutions écologiques.](#)

ENERGIE

- [Intégrer le carbone dans le pilotage de la production d'électricité.](#)
- [Encourager la mixité énergétique.](#)
- [Comprendre les bases de l'énergie avant d'entreprendre une politique énergétique.](#)
- [Développer les énergies renouvelables thermiques.](#)
- [Réclamer la solution nucléaire en Europe pour produire massivement de l'électricité tout en respectant l'environnement et les générations futures.](#)
- [Maintenir les centrales nucléaires qui sont sûres, rentables et garantissent des emplois.](#)
- [Intégrer un renouveau du nucléaire dans les grandes orientations énergétiques.](#)
- [Cesser d'urgence de gaspiller de l'argent, en subventionnant le solaire et l'éolien.](#)
- [Développer de l'énergie nucléaire verte.](#)
- [Arrêter le nucléaire.](#)
- [Adopter un plan hydrogène pour en faire la norme énergétique en remplacement du pétrole, du gaz et du charbon à horizon 2050.](#)

FINANCE

- [Utiliser une monnaie alternative pour financer la transition écologique.](#)
- [Créer un revenu universel payé en monnaie locale.](#)
- [Faire preuve d'imagination pour le financement des mesures.](#)
- [Baisser la fiscalité des investissements écologiques.](#)
- [Réorienter les ressources des missions spatiales vers la résolution de la crise climatique.](#)
- [Intégrer les frais kilométriques dans la déclaration de revenus.](#)
- [Créer un impôt progressif sur la consommation.](#)
- [Intégrer les émissions de la consommation de chacun dans la déclaration d'impôts.](#)
- [Convertir les investissements militaires dans la transition écologique.](#)
- [Réallouer le budget de la rénovation urbaine pour inventer la transition dans les quartiers.](#)
- [Instaurer une retraite de base abondée par des cotisations sur les machines.](#)
- [Mettre en place le principe pollueur/payeur.](#)
- [Financer un mécanisme de remboursement des travaux d'isolation par l'économie d'énergie à venir.](#)
- [Séparer les banques d'investissement et les banques de dépôt.](#)
- [Financer les actions de protection de l'environnement par le Frexit.](#)
- [Développer un droit à l'auto-endettement.](#)
- [Supprimer les taxes sur les produits de première nécessité et les augmenter sur les produits à fortes émissions.](#)
- [Orienter la compensation sur les objectifs nationaux de décarbonation.](#)
- [Effectuer un retour de l'impôt progressif sur les revenus jusqu'à 80% pour les plus hauts.](#)
- [Rétablir l'impôt sur la fortune.](#)
- [Etudier l'opportunité de création d'une banque du climat.](#)
- [Supprimer les paradis fiscaux français.](#)
- [Refonder la fiscalité en fonction de l'impact environnemental.](#)
- [Investir massivement dans la transition écologique.](#)
- [Rediriger les crédits d'impôts accordés aux start-up dans les créations d'entreprises vertueuses sur le plan écologique.](#)
- [Mettre en place un impôt sur le revenu carbone jusqu'à atteindre la neutralité.](#)
- [Instituer une taxe carbone sur les produits importés dans l'Union Européenne en fonction de leur consommation dans la production et le transport d'énergie non renouvelable.](#)

INDICATEURS

- [Uniformiser la mesure de l'utilité environnementale.](#)
- [Passer de 40% à 55% de réduction des GES, en cohérence avec les objectifs européens.](#)
- [Instaurer un quota de surface boisée par habitant.](#)

Synthèse des "Contributions transversales"



- [Créer un nouvel indicateur intégrant à la fois les émissions et les finalités du produit généré.](#)
- [Fournir un bilan carbone de toute opération publique ou privée.](#)
- [Adopter de nouveaux indicateurs de richesse.](#)
- [Mesurer l'impact carbone des propositions citoyennes.](#)
- [Créer un indicateur écologique comme critère d'attractivité d'une ville.](#)
- [Mettre en place des outils de suivi.](#)
- [Publier un bilan des indicateurs d'utilisation des ressources naturelles.](#)
- [Installer un "transition-score" pour faire un diagnostic de l'avancement des communes sur la transition écologique.](#)
- [Créer un compte citoyen recensant les émissions personnelles.](#)
- [Acter la priorité climatique dans la comptabilité de l'énergie.](#)

INTERNATIONAL

- [Oser instaurer une gouvernance et une justice mondiale de l'environnement.](#)
- [Faire un référendum sur la sortie des traités européens pour s'extraire des cadres rendant impossible décroissance et justice sociale.](#)
- [Créer un organe international qui ferait gendarme et promotion du climat.](#)
- [S'assurer qu'il existe un suivi du CETA.](#)
- [Instaurer un moratoire sur les accords de libre-échange.](#)
- [Financer des actions climatiques via l'ONU.](#)
- [Contraindre via l'UE les pays de l'Est à plus d'efforts écologiques.](#)
- [Évaluer notre impact international.](#)
- [Prioriser le réchauffement climatique dans la diplomatie française.](#)
- [Diminuer la dépendance aux énergies fossiles étrangères.](#)
- [Supprimer les tribunaux d'arbitrage et réévaluer notre besoin des marchés de libre-échange.](#)
- [Transformer les forêts primaires pour les passer au statut de territoires internationaux.](#)

JUSTICE SOCIALE

- [Répartir les efforts de réduction de l'empreinte écologique en fonction des richesses.](#)
- [Favoriser l'inclusion sociale par les politiques écologiques.](#)
- [Prendre en compte dans les préconisations la problématique du handicap et celle de la pauvreté.](#)
- [Combiner taxe carbone et revenu universel.](#)
- [Faire peser les efforts sur les citoyens mais aussi les politiques, grands groupes et "grands" de ce monde.](#)

LOGEMENT

- [Repenser les logements collectifs neufs pour les rendre compatibles avec l'urgence écologique.](#)
- [Engager une reconversion thermique des bâtiments massive.](#)
- [Vérifier systématiquement l'état des logements avant toute nouvelle entrée.](#)

NOUVELLES MESURES

- [Mettre en avant l'humusation comme solution écologique alternative à l'enterrement et l'incinération.](#)
- [Développer les consignes.](#)
- [Interdire les prospectus et dématérialiser tous les tickets de caisse.](#)
- [Obliger les citoyens à offrir 1h par mois de ramassage des ordures sur la voie publique.](#)
- [Mettre en place des poulailleurs et ruches municipaux.](#)
- [Promouvoir l'aquamation.](#)
- [Encadrer les emails commerciaux pour limiter la consommation.](#)
- [Diminuer les éclairages de nuit.](#)
- [Eteindre la lumière.](#)
- [Limiter la prédation des animaux domestiques sur la faune sauvage.](#)
- [Imposer la récolte des déchets ménagers organiques.](#)
- [Fermer les portes de commerces.](#)
- [Demander via référendum une loi visant à restreindre dans l'avenir l'usage de la climatisation.](#)
- [Lutter contre les incivilités écologiques.](#)
- [Créer des lieux pour recharger des outils électroniques en pédalant ou avec des énergies renouvelables.](#)
- [Soutenir la labellisation "villes et villages étoilés".](#)
- [Développer les cimetières naturels.](#)

Synthèse des “Contributions transversales”



- [Supprimer l'effet stroboscopique des LED.](#)
- [Former les charcutiers-traiteurs à la protéine végétale.](#)
- [Nettoyer la campagne.](#)
- [Nettoyer les abords de déchetteries.](#)
- [Rapporter ses mégots pour avoir le droit de racheter un paquet de cigarettes.](#)
- [Mettre en place les 25 actions pour le climat de l'OCDE.](#)
- [Placer les données d'observation de la Terre en open data.](#)
- [Réfléchir à une politique en faveur des animaux.](#)
- [Ne pas déployer la 5G.](#)

NOUVELLES NORMES ET TAXES

- [Promouvoir un TRIE \(taux de rentabilité interne environnemental\).](#)
- [Subordonner juridiquement, dans la Constitution, la défense de la liberté d'entreprendre et de la propriété privée à la défense de l'intérêt général.](#)
- [Condamner l'écocide, le crime contre la nature.](#)
- [Établir un droit des générations futures à disposer des ressources nécessaires à leurs existences.](#)
- [Imposer un nouveau cadre législatif pour encadrer et sécuriser les activités industrielles \(modifier la loi Essoc\).](#)
- [Mettre fin à l'obsolescence programmée et taxer les produits les moins réparables.](#)
- [Mettre en place l'irrecevabilité des propositions de lois non écologiques.](#)
- [Interdire toutes les nouvelles constructions sur un site naturel.](#)
- [Faire participer les bénéficiaires de l'assurance chômage et du RSA aux actions écologiques non rentables financièrement.](#)
- [Créer une plateforme publique, canal obligatoire et exclusif de transmission de documents des lobbys aux parlementaires.](#)
- [Créer des lois et s'attaquer courageusement aux lobbys.](#)
- [Rendre une taxe carbone acceptable.](#)
- [Créer une taxe sur les obstacles à la continuité écologique.](#)
- [Remplacer la TVA par une Taxe sur le Carbone Ajouté.](#)
- [Déterminer des quotas maximum d'eau et électricité et surtaxer les ménages en surplus.](#)

ORGANISATION

- [Ne pas privatiser les barrages hydrauliques.](#)
- [Ouvrir des espaces publics de télétravail.](#)
- [Décloisonner les politiques sectorielles et conditionner les aides publiques à l'urgence climatique.](#)
- [Créer une entité administrative en charge de supprimer les règles fiscales qui encouragent les émissions de GES.](#)
- [Identifier et adopter les "bonnes pratiques".](#)
- [Inclure systématiquement dans les appels d'offres de marchés publics une demande de prise en compte des enjeux environnementaux.](#)
- [Travailler sur les dysfonctionnements mis en évidence par le HCC.](#)
- [S'appuyer sur les sciences du comportement pour motiver et maintenir le changement.](#)
- [Réaliser d'un bilan carbone des grandes institutions françaises et lancer un plan de réduction des GES pour chacun d'entre elles.](#)
- [Demander à l'Etat de déclarer l'état d'urgence climatique.](#)
- [Prioriser les solutions présentant les meilleurs rapports efficacité/coût.](#)
- [Revoir le système de franchise pour qu'il arrête de pousser à la surconsommation.](#)
- [Créer un "budget carbone" pour chaque citoyen.](#)
- [Continuer de favoriser les propositions individuelles.](#)
- [Placer l'effondrement de la biodiversité au coeur des stratégies d'atténuation et d'adaptation.](#)

PUBLICITÉ

- [Interdire désormais toutes les publicités pour les voitures individuelles, à l'instar du tabac et de l'alcool.](#)
- [Distribuer des autocollants « oui pub » et considérer par défaut toutes les autres boîtes à lettres sans autocollant comme un « stop pub ».](#)
- [Interdire la publicité et les incitations à consommer.](#)
- [Interdire les panneaux publicitaires numériques.](#)
- [Créer un indicateur d'impact écologique pour chaque produit avec 4 critères : masse extraite, distance parcourue, durée de vie et taux de recyclage.](#)

RECHERCHE

- [Créer un concours pour découvrir des solutions de puits de carbone artificiels.](#)
- [Ré-orienter la recherche publique.](#)
- [Améliorer le stockage des énergies renouvelables.](#)
- [Trouver une nouvelle source d'énergie viable et bon marché.](#)
- [Lancer un programme de séquestration écologique.](#)
- [Editer un rapport d'experts transdisciplinaires sur le mix énergétique du futur.](#)

RECYCLAGE

- [Réduire le gaspillage.](#)
- [Transformer les déchetteries en centres de recyclage.](#)
- [Uniformiser les modes de tri.](#)
- [Interdire les sacs de ramassage d'excréments canins en plastique.](#)
- [Arrêter d'utiliser des plastiques.](#)

TRANSFORMATION GLOBALE

- [Organiser la décroissance volontaire.](#)
- [Encourager et faciliter l'accès à des modes de vie alternatifs plus respectueux de l'environnement.](#)
- [Subordonner les dimensions économique et sociale à la dimension écologique.](#)
- [Faire travailler artistes, poètes, écrivains, philosophes sur un nouvel imaginaire de société.](#)
- [Ne pas craindre d'imposer des garde-fous à l'activité humaine.](#)
- [Agir pour augmenter le bonheur et pas le PIB.](#)
- [Préparer le territoire aux cataclysmes futurs.](#)
- [Faire en sorte que la société aille au-delà du consumérisme.](#)
- [Restreindre le droit de propriété.](#)
- [Arrêter de tout baser sur la croissance.](#)
- [Faire resurgir les "Communs".](#)
- [Privilégier des renoncements choisis plutôt qu'imposés par les dérèglements climatiques.](#)
- [Changer les comportements individuels.](#)
- [Penser en priorité à nos enfants.](#)
- [Ne pas contraindre ce qui peut être incité.](#)
- [Se nourrir d'autres cultures pour modifier notre rapport avec la nature.](#)
- [S'inspirer de la ZAD de Notre Dame des Landes.](#)
- [Travailler plus pour résoudre la crise climatique.](#)
- [Boycotter la Coupe du monde de football qui aura lieu au Qatar en 2022.](#)
- [Réduire les manifestations sportives, commerciales et culturelles.](#)

TRANSPORTS

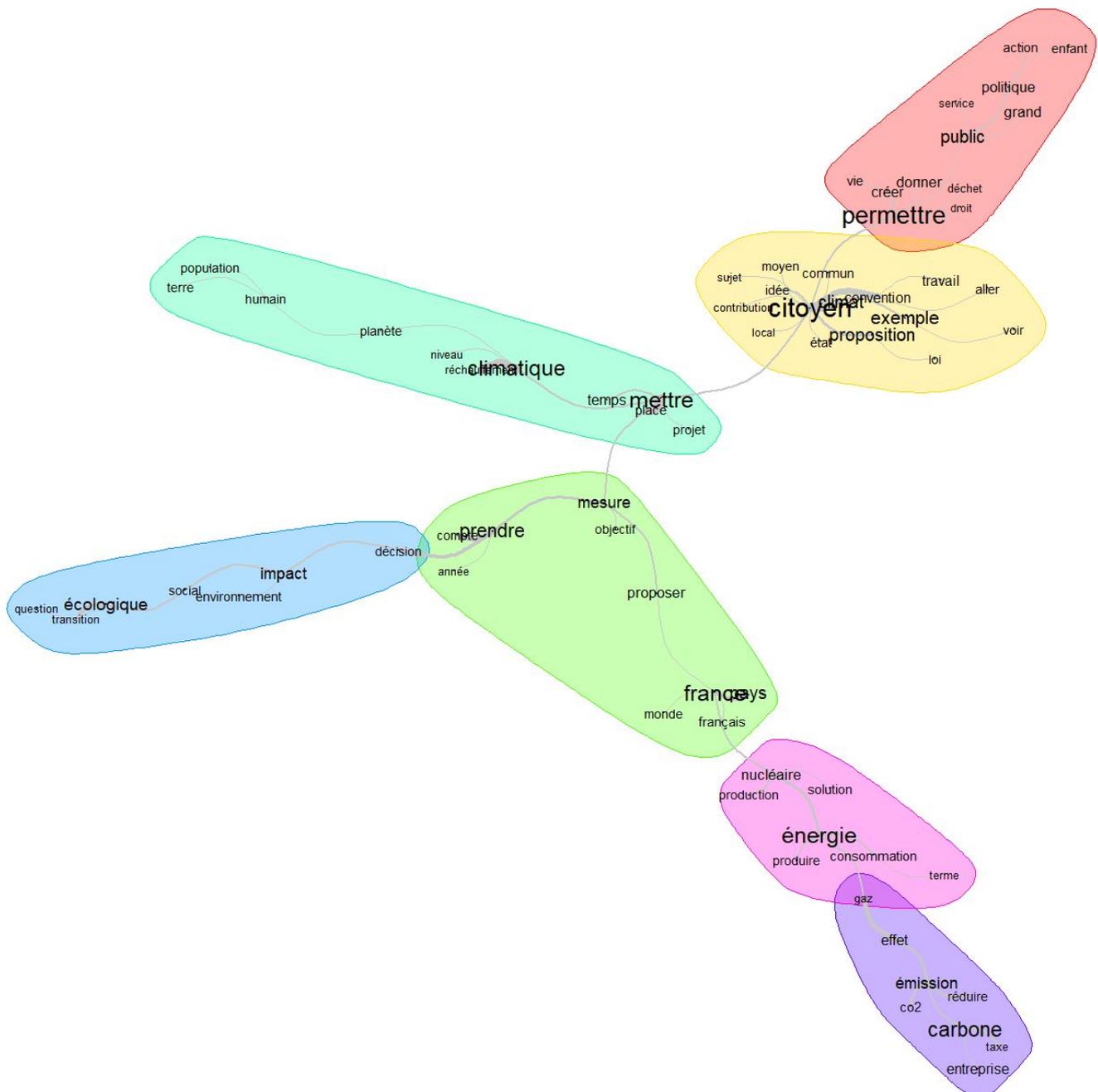
- [Développer le feroutage.](#)
- [Créer une plateforme \(nationale ou européenne\) unique de fret.](#)
- [Réaliser le projet de canal à grand gabarit entre le Rhône et le Rhin pour réduire très fortement la part du transport routier sur l'axe très fréquenté Nord Sud Europe.](#)
- [Taxer le transit routier international, et notamment les camions qui ne font que traverser la France pour relier d'autres pays d'Europe.](#)
- [Afficher d'abord sur les pompes à essence le CO2 qui sera généré avant la consommation au kilomètre.](#)

VEGETAL

- [Inciter citoyens et agriculteurs à reboiser la France.](#)
- [Récompenser l'inexploitation de la terre pour protéger des terrains de l'activité humaine.](#)
- [Végétaliser les cours d'école.](#)

Synthèse des "Contributions transversales"

Ce second graphique sous forme de "schéma de co-occurrence" montre quels mots ont été les plus associés parmi les 54 mots les plus fréquents. Les couleurs sont aléatoires mais les mots sont reliés dans de grands ensembles à travers des nœuds dont découlent des associations d'idées. Plus les lignes entre elles sont épaisses, plus les mots sont liés dans les contributions.



26 contributions d'organisations présentées par leur résumé



Création monétaire versus auto-endettement (adox.io SAS Ingénierie numérique, économique et écologique)

Nous présentons ici la véritable affaire du siècle avec une solution clé en main. Pour s'attaquer au problème climatique avec efficacité, il est prérequis de résoudre le dilemme "liberté ET égalité" pour tous les humains sur Terre. Or les outils numériques nous offrent cette possibilité, en particulier en autorisant un auto-endettement via une monnaie numérique citoyenne mondiale. Ne boudons pas cette opportunité et n'ayons pas l'arrogance de la dénigrer sous prétexte que ce serait trop facile. Elle se passe du politique dans sa mise en oeuvre mais elle a besoin du politique pour diffuser la connaissance de ses avantages.



Campacity pour (re)lier villes et villages (Campacity pour Re-lier villes et villages)

L'association Campacity propose de renouer un lien entre urbains et ruraux selon le concept des jumelages pour un nouvel équilibre des territoires et l'évolution des systèmes alimentaires. Elle associe collectivités, entreprises, associations et citoyens. Une phrase d'Edgar Morin résume notre action:

« Votre initiative a le mérite de lier la revitalisation des villages à la détoxification des villes »



Formation en urgence des citoyens sur le dérèglement climatique (Citoyens pour le Climat)

Le président Macron a indiqué le 17 janvier que les citoyens étaient informés de l'urgence climatique et qu'ils n'étaient pas forcément prêts à faire des efforts. Ne croyez-vous pas que les citoyens ne sont pas informés justement. Avez-vous appris des choses avec les experts et les scientifiques au début de cette convention, avez-vous compris l'urgence ? Il me semble que oui.

Pour que les propositions de la convention soient adoptées et acceptées, la première chose à faire est d'informer les citoyens. Cette information doit évidemment s'appuyer sur les rapports du GIEC. Il faut que ce soit une vulgarisation scientifique expliquant l'urgence et les ordres de grandeurs. Cette information doit être délivrée à tous nos concitoyens.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

L'arrêt anticipé de Fessenheim = augmentation des émissions de GES - Info à communiquer d'urgence à la Commission (Collectif d'anciens du nucléaire)

De facto, la fermeture anticipée de la centrale nucléaire de Fessenheim est inscrite dans la loi "Transition énergétique pour une croissance verte". Sans autre justification que son âge qui en font la première victime d'une chasse aux sorcières voulue par de sombres tractations électorales.

Le premier réacteur sera arrêté définitivement le 22 février 2020, c'est à dire demain.

Le "Collectif d'anciens du nucléaire" a bien noté que la Convention citoyenne ne devait négliger aucun des sujets susceptibles d'être en lien avec l'objectif qui lui est donné par le Président de la République : proposer des idées permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Chiche Monsieur le Président, avec cette proposition de différer de une année cette fermeture jusqu'au démarrage de l'EPR de Flamanville. Ce qu'une loi a fait, une autre loi peut le de défaire !..

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

Pensons à produire sans émissions de CO2 (Collectif d'ingénieurs soucieux du climat)

Selon les experts du GIEC, en l'absence durable de moyens de stockage de masse de l'électricité, le nucléaire sera la seule énergie capable dans les décennies à venir de contribuer à la diminution des émissions de gaz à effet de serre en produisant une électricité « bas carbone », de façon sûre et dans des conditions économiques satisfaisantes, répondant à tout instant aux besoins de l'humanité.

Après l'examen de la situation de la production de l'électricité dans notre pays et en Europe, le choix du nucléaire s'impose. En conséquence, notre Collectif propose à l'examen de la Convention citoyenne pour le Climat quatre actions qui permettront à la filière électronucléaire de contribuer dans la durée à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Comité 21



Contribution du Comité 21 - la "Grande Transformation" (Comité 21)

Ces propositions contribuent à ce que le Comité 21 appelle la « Grande Transformation » (voir son dernier rapport), la refonte complète de notre système économique et sociétal, fondé sur la mesure de l'impact des activités humaines dans un souci de justice sociale.

Elles consistent à donner au carbone un prix qui permette de changer la donne économique vers une autre société, tout en refondant notre système démocratique, qui doit être plus soucieux du long terme, avec une loi sur l'économie de la fonctionnalité, un plan d'investissement uniquement dédié à la transformation écologique, et un revenu minimal qui tienne compte de nos nouvelles conditions climatiques et sociétales.



Garantir aux consommateurs une information transparente et accessible sur les produits écologiquement et socialement exigeants (Commerce Équitable France)

La labélisation des produits qui se revendiquent équitables ou durables, avec des audits indépendants et des contrôles par tiers partie, est incontournable pour garantir la crédibilité des pratiques environnementalement et socialement responsables des entreprises auprès des consommateurs.

Or la loi actuelle qui définit le commerce équitable n'impose pas aux entreprises se réclamant de pratiques de commerce équitable de faire la preuve de leurs engagements et pratiques avec un label ! Il faut la renforcer pour assurer aux consommateurs une information transparente et des garanties exigeantes.



Pour un agenda national et européen du numérique responsable (Conseil national du numérique)

Actuellement, le numérique contribue au dérèglement climatique, et ce, à une échelle inquiétante. Les membres du CNNum proposent donc que la Convention citoyenne pour le climat prenne en considération le sujet du numérique et de l'environnement. Il devient urgent de construire une convergence de la transition numérique avec la transition écologique afin que celle-ci soit à la fois au service de l'humanité et de l'environnement. Dans ce contexte, une feuille de route sur le numérique et l'environnement est co-produite avec plus d'une trentaine d'institutions contributrices, dans la continuité du livre blanc « Numérique et environnement - Faire de la transition numérique un accélérateur de la transition écologique » de mars 2018. L'objectif est de porter, au niveau européen, des propositions pour un numérique responsable c'est-à-dire durable et au service de la transition écologique et solidaire.

La feuille de route sera remise au premier semestre 2020 et comprendra trois volets :

- Réduire l'empreinte environnementale du numérique afin de créer un numérique durable en allant plus loin que l'Accord de Paris pour atteindre zéro émission nette et en réduisant par quatre l'impact environnemental du numérique d'ici à 2030 ;
- Faire du numérique un levier de la transition écologique et solidaire c'est-à-dire le mettre au service des objectifs de développement durable (ODD) ;
- Utiliser une boîte à outils d'actions transversales, préalables, continues et évolutives dans le temps pour parvenir à la réalisation d'un numérique responsable.



Démographie et émissions de CO2 (Démographie Responsable)

De toutes les mesures étudiées pour limiter le réchauffement climatique, paradoxalement la plus efficace semble absente des débats. On évoque le plus souvent, et pêle-mêle, la diminution du transport aérien, du trafic automobile, du chauffage domestique ou de l'alimentation carnée, etc. Or, si toutes ces recommandations sont nécessaires, comme l'avait popularisé un tweet de l'AFP d'octobre 2018, et qui reprenait les résultats d'une étude scientifique, le geste le plus efficace sur le plan environnemental serait d'avoir un enfant en moins.

En conséquence, et en plus des prescriptions citées plus haut, il conviendrait d'une part d'alerter l'opinion publique française sur l'importance du facteur démographique afin que chacun puisse y réfléchir et d'autre part d'inciter les pouvoirs publics à cesser de subventionner la natalité au-delà de deux enfants (ce qui constitue le seuil de renouvellement), sans effet rétroactif sur les droits déjà acquis.

**PAS DE LOGO
DISPONIBLE**

RUN pour le CLIMAT (EKWEE, think tank, association Loi 1901)

""RUN pour le CLIMAT"", acronyme de Revenu Universel Numérique pour le climat, est un projet issu de la société civile, conçu par le groupe de réflexion EKWEE, think tank fonctionnant en toute indépendance idéologique et financière.

Le ""RUN pour le climat"" est un revenu mensuel d'un montant équivalent à 100€ par personne, attribué sans condition, soumis à l'impôt et aux cotisations sociales.

Ainsi un foyer de 4 personnes percevra-t-il 400 euros chaque mois.

Concrètement, ce montant utilisable à partir du compte ""EKWEE"" sur lequel il est versé, est exclusivement dédié à l'achat de produits éco-certifiés, via la plateforme numérique ad hoc, qui en permet le fléchage.

Le fléchage des produits est techniquement rendu possible par une monnaie digitale transitoire intermédiaire, interne à la plateforme : l'EKWEE, sur un principe de parité, 1 EURO = 1 EKWEE.

Le foyer reçoit des euros, dépenses des euros, mais la conversion digitale interne à la plateforme, transitoire et transparente pour l'utilisateur, oriente obligatoirement l'achat vers des produits respectueux de l'environnement (éco-certifiés).

L'objectif du ""RUN pour le climat"" consiste à soutenir l'économie réelle par un complément de pouvoir d'achat des ménages orientant alors leur consommation vers des produits à faible empreinte carbone, incitant du même coup les entreprises à produire de façon plus respectueuse de l'environnement, celles-ci étant assurées de disposer d'un potentiel de chiffre d'affaires élargi.

En phase d'initialisation, le montant annuel injecté pour la France serait de 80 milliards d'euros (base 67 millions d'habitants).

Ce montant s'inscrit aisément et durablement dans l'épure budgétaire du ""pacte vert"" annoncé par Madame Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, dans la cadre d'un dispositif étendu à terme à l'ensemble des pays de l'UE.

Outre l'impact social permettant de soutenir le quotidien du quintile le plus démuné de la population, le ""Revenu Universel Numérique pour le climat"" permet d'ouvrir immédiatement et massivement la voie sur le long terme d'une production et d'une consommation éco-responsables, d'assurer les fruits d'une croissance mieux partagée (de l'ordre de 2,0% vs 1,2% prévus pour 2020), et constitue un chemin d'exemplarité pour l'Europe et la communauté internationale.

Le think tank EKWEE serait très honoré de présenter à la Commission Citoyenne pour le Climat du CESE ses travaux relatifs au ""Revenu Universel Numérique pour le climat"".

Contact : Alain SCHOTT (coordonnées personnelles sur demande à la plateforme Contribuez)



Changer de système pour sauver le climat (Europe Ecologie - Les Verts)

Pour sauver le climat, tout doit changer : modes de production, de déplacements, de consommation, d'habitation, la place de l'économie, les rapports entre les Etats.

La Convention citoyenne pour le climat est une innovation démocratique nécessaire car la transition écologique ne se fera pas sans la transition démocratique.

Face à l'urgence climatique, nous devons être inventifs, alliant solutions globales et appui aux alternatives locales. Cette contribution transverse d'Europe Ecologie - Les Verts propose d'enrichir le débat des membres de la Convention dont les travaux sont attendus avec impatience.

**PAS DE LOGO
DISPONIBLE**

RAPPELS ET CONSEILS DE DERNIÈRE HEURE ... avant que les 150 valeureux Intervenants tirés au sort ne perdent le contrôle des opérations et les bénéfices (FACE - la créativité FACE au chômage)

Il est rare que les Dirigeants d'un Pays proposent aux Citoyens de participer directement et très activement à un travail de réflexion et de recherche de solutions pour décider des orientations futures face à une difficulté à surmonter ensemble.

Les premiers signaux révélés par cette initiative de ""Convention citoyenne"" sont surprenants, car très courageux et très positifs : tirage au sort de 150 Citoyens de tous âges, toutes conditions, toutes régions, tous niveaux, etc ... liberté de consulter des experts et des intervenants extérieurs ... engagement de

transparence ... et enfin, engagement pris par le Président de la République lui-même de donner des SUITES effectives à cette initiative.

La Question : pourquoi ""expérimenter"" ainsi face à des objectifs qui se révéleront impossibles à atteindre ?

Vos Conclusions devraient empêcher que les initiateurs puissent démontrer ainsi l'inutilité d'une telle Ouverture citoyenne : en effet, si nos décideurs avaient pris l'initiative d'organiser une Convention citoyenne pour des objectifs plus facile à cerner ... ""quelles solutions alternatives pour lutter contre le chômage ... pour traiter notre problème des Migrants ... pour assainir le monde politique"" les résultats auraient été plus éclairants et beaucoup plus convaincants.

Nous vous suggérons donc de rester très attentifs aux influences de dernière heure, lors de la mise en forme et de la présentation de vos travaux ... et des SUITES EFFECTIVES qui leur seront données.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

Contribution en faveur des économies d'énergie et de la chaleur renouvelable à coûts collectifs maîtrisés (FEDENE - Fédérations des services énergie environnement)

La Convention citoyenne pour le climat constitue une initiative innovante pour partager de façon concrète et factuelle un enjeu sociétal aujourd'hui majeur, qui doit dépasser les intérêts individuels et corporatistes et pour y trouver une réponse collective : le changement climatique pour lequel la transition énergétique est une des principales composantes. En effet pour mobiliser largement et consentir les efforts nécessaires, il semble indispensable de partager largement le diagnostic, les orientations et les moyens qui sont affectés à cette stratégie.

Les entreprises de services énergétiques, réunies au sein de la FEDENE, proposent des solutions concrètes qui répondent à ces objectifs, dans deux domaines qui portent les grands enjeux de décarbonation de notre énergie : les économies d'énergies, dans tous les bâtiments et la substitution d'énergies renouvelables aux énergies fossiles dans le domaine thermique qui représente près de la moitié de nos consommations. Nos adhérents ont donc une expérience concrète des projets qui contribuent à l'atteinte de ces objectifs.

Les propositions de la FEDENE

Sur la base des expériences concrètes de ses adhérents qui contribuent au quotidien au développement de solutions de transition énergétique, ce document a pour ambition de proposer des pistes d'actions avec un message central : Il existe des actions performantes d'un point de vue économique et environnemental qui peuvent être déployées sans attendre pour infléchir la courbe de la Transition énergétique. En outre ces actions, équilibrées financièrement avec un niveau d'aide optimal, ont des retombées locales immédiates, économiques et en termes d'emplois, qui en font au niveau macroéconomique un outil de relance très efficace dans une logique d'économie circulaire.

- Axe 1 : Décarboner le mix énergétique Français en s'appuyant sur les 2 filières les plus efficaces économiquement : la chaleur et le froid renouvelables et la rénovation technique et comportementale des bâtiments
- Axe 2 : Maintenir la trajectoire d'une Contribution Climat Energie (CCE), qui doit être expliquée, compensée et affectée, afin d'être acceptée
- Axe 3 : Réviser les dispositifs d'aides selon le principe du meilleur rapport « coût efficacité » (€/tonne CO2 économisée), pour rendre les projets attractifs pour les clients finaux (ménages, entreprise collectivités)
- Axe 4 : Transformer les objectifs de la transition énergétique en projet de croissance verte et d'emplois dans les territoires
- Axe 5 : Répondre aux enjeux environnementaux et de santé publique par une politique énergétique « propre »
- Axe 6 : Développer la gestion déléguée de services publics, pour en améliorer l'efficacité, sans peser sur les finances publiques.

FP2E LES ENTREPRISES
de l'eau

Contribution de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (Fédération des Entreprises de l'eau)

Assurer un approvisionnement sécurisé en eau potable aux 2/3 des Français, en continu, et un assainissement performant à plus d'1 français sur deux est un enjeu quotidien pour les entreprises de l'eau. Pour ce faire, elles effectuent en France plus de 9 millions d'analyses annuellement pour contrôler la qualité de l'eau du robinet. Ainsi, l'eau distribuée chaque jour par les entreprises présente une qualité conforme en permanence pour plus de 99% des consommateurs.

La rareté de la ressource, la lutte contre les micropolluants, la limitation des effets du changement climatique, l'accès pour tous à une eau de bonne qualité sont parmi les défis qui se posent aux autorités publiques, aux entreprises de l'eau, mais également aux utilisateurs agricoles et industriels, pour lesquels la disponibilité de la ressource est désormais une question stratégique.

Face à ces défis, les adhérents de la FP2E mettent leurs savoir-faire et les meilleures pratiques au service des territoires afin d'adapter les services publics d'eau aux effets directs du changement climatique et les inscrire dans une logique d'économie durable et circulaire.

Toutefois la réponse à ces défis requiert un effort collectif basé sur une bonne coordination des politiques sectorielles (agriculture, énergie, valorisation des déchets, urbanisme, biodiversité, gestion des risques).

Sur la base de leur expérience de terrain et de leur capacité à diffuser l'innovation au sein des collectivités locales, les entreprises de l'eau formulent 8 propositions pour relever les défis de l'eau.



Pour un développement écologique de la plasturgie (GREEN PLASTURGIE)

La plasturgie est aujourd'hui une filière qui représente près de 3300 entreprises pour 120 000 salariés. Le secteur de l'emballage plastique concerne près de 1/4 de ces entreprises.

La prise de conscience mondiale relative à l'effet de serre et la pollution a amené les médias et les pouvoirs publics à mettre en lumière la pollution notamment maritime (même si elle est d'abord terrestre) par les déchets plastiques.

Si le constat sur l'état de cette pollution par les plastiques (et micro et nano plastiques) ne peut être contesté, il est toutefois nécessaire de se pencher sur les causes de cette pollution et les solutions qui peuvent être apportées.

GREEN PLASTURGIE soumet à la convention quelques pistes qui pourraient faire consensus entre des ONG de défense de l'environnement et des industriels pour permettre de combattre au niveau national la pollution plastique tout en préservant l'emploi et le développement économique des entreprises concernées.



Contributions Transversales Greenfish (Greenfish)

Les entreprises ont un impact gigantesque et souvent néfaste sur la biodiversité, sur laquelle repose pourtant nos activités et nos sociétés. Aujourd'hui, trop peu de réglementations contraignent les entreprises à agir pour la protection ou la restauration des écosystèmes. Il est donc nécessaire de mettre en place un cadre normatif précis ainsi qu'un ou des indicateurs objectifs et rigoureux permettant l'évaluation des impacts d'une activité sur la biodiversité. Par ailleurs, il serait souhaitable de créer un organisme indépendant de vérification des informations publiées par les entreprises, à l'image de l'Inspection du travail par exemple. Des sanctions pourraient ainsi être infligées aux entreprises dont le reporting serait manquant ou frauduleux. De plus, un travail de communication est nécessaire pour sensibiliser le grand public mais aussi les entreprises aux enjeux de la biodiversité. Enfin, il est essentiel que la France reconnaisse le crime d'écocide et condamne judiciairement les acteurs se rendant coupables de destruction de la biodiversité.



10 idées pour le climat - Contribution de la République En Marche (La République En Marche)

L'urgence climatique et écologique est là. Pour y répondre, de nombreuses actions ont été engagées depuis 2017 : la France est le premier pays du monde à interdire l'exploitation et l'exploration des hydrocarbures, à supprimer tous les plastiques à usage unique d'ici 2040. Elle s'est engagée à fermer ses centrales à charbon d'ici 2022 et l'agriculture bio aura doublé sa surface en 2022. Au niveau européen, c'est à notre pays que l'on devra la Banque du Climat, le Green Deal, l'interdiction complète des néonicotinoïdes “tueurs d'abeilles”. Elle est enfin le premier pays à mettre en place une assemblée citoyenne sur le climat : la vôtre.

Mais pour être à la hauteur de l'enjeu, il est indispensable d'aller plus loin. Ce n'est pas seulement d'ambition dont nous avons besoin : il nous faut dépasser la méfiance et la désinformation qui paralysent une partie du pays et freinent nos progrès collectifs.

Nous mesurons la difficulté de votre tâche. Afin de contribuer à votre travail, nous avons demandé à nos adhérents de faire remonter leurs idées. Nous vous soumettons les 10 pistes les plus représentatives et ambitieuses : nous espérons qu'elles vous inspireront et nous les travaillerons de notre côté avec nos adhérents !

Vous avez notre confiance.

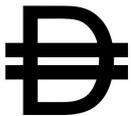


Accompagner tous les acteurs, publics comme privés, pour mener la transition écologique de la France (Les Entreprises du Paysage)

A la suite du Grand Débat, le Président de la République a lancé la Convention Citoyenne pour le Climat, avec la volonté de consulter 150 Français pour proposer des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Dans ce cadre, l'Union Nationale des Entreprises du Paysage (Unep) – qui représente les 29 100 entreprises consacrées à la création, à l'entretien et à l'aménagement de jardins et d'espaces paysagers – émet ses propositions. Elles sont issues de l'expérience de terrain de ses membres et des réflexions engagées avec son Observatoire des Villes Vertes, qui recense, évalue et promeut les bonnes pratiques en ville. Dotée d'une bonne connaissance des problématiques environnementales et climatiques, l'Unep est légitime à prendre la parole sur les thèmes de la transition écologique et de la fiscalité.

En raison de ses nombreux bienfaits, la nature en ville participe à la santé publique, au bien-être des populations, et au lien social. Ainsi, elle contribue à rafraîchir l'atmosphère en période de forte chaleur, stocke le dioxyde de carbone, filtre les composés organiques volatils, et limite les risques d'inondation en favorisant l'infiltration des eaux pluviales. Elle offre donc aux territoires une plus grande résilience tout en générant de conséquentes économies. En outre, elle participe à l'attractivité des territoires, en générant des recettes fiscales, touristiques et commerciales.

La préservation de l'environnement est l'affaire de tous : citoyens, entreprises, collectivités. A chaque strate, des solutions existent, ou doivent être pensées, pour accompagner la transition écologique sur tous les territoires.



Une Convention Citoyenne pour la Monnaie ? (MONNAIE DEMOCRATIQUE FRANCE)

Quel est le niveau de savoir et de compréhension générale des 150 membres de la Convention au sujet de la monnaie ? Non pas des pièces et billets, mais de ce lien qui (re)lie au quotidien hommes, femmes, enfants, activités et tout le reste des acteurs de la société pour manger, s'habiller, investir, soutenir les transitions etc. Sont-ils en confiance et disposent-ils de suffisamment de visibilité sur l'ensemble-des-possibles, et l'ensemble-des-volontés citoyennes comme professionnelles, au sujet de la monnaie ? Non pas tant face à un taux de crédit particulier ou une politique budgétaire non conventionnelle, mais simplement quant aux conséquences systémiques de ces conventions justement ? Mesurent-ils l'ampleur des changements en cascade qu'entraînerait ne serait qu'une seule décision à l'égard d'une ou de plusieurs de ces règles qui régissent la création monétaire ? La monnaie est un langage commun, nous comprenons-nous suffisamment ?

"Savoir, vouloir, pouvoir, trois mots qui mènent le monde" Victor Hugo



Les 25 actions pour le climat de l'OCDE (OCDE)

Afin de promouvoir une transformation à grande échelle, l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Économique) a préparé une liste de 25 actions. Elles concernent cinq secteurs (électricité, agriculture, industrie, transport, bâtiment) et cinq leviers d'action pour les politiques publiques : investir, réglementer, taxer et subventionner, donner l'exemple, informer et éduquer.

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à la source, et affranchir notre monde des énergies fossiles, nous devons nous concentrer en priorité sur certains secteurs économiques. Cinq secteurs représentent à eux seuls jusqu'à 90 % des émissions, selon le GIEC : l'électricité (25%), l'agriculture (24%), l'industrie (21%), le transport (14%), et le bâtiment (6%).

L'activité humaine est la principale cause du changement climatique. Elle est aussi le point de départ de la solution.



L'eau, une ressource particulièrement vulnérable, mais un secteur riche de solutions (Partenariat Français pour l'Eau)

L'eau est une ressource essentielle à la vie et au développement de nos sociétés. Pourtant, cette ressource est soumise à une pression anthropique de plus en plus grande mettant en danger les populations, notamment les plus vulnérables, les écosystèmes et les activités humaines et elle est devenue la principale préoccupation des impacts dus au dérèglement climatique. De nombreuses solutions institutionnelles, technologiques, économiques et sociales ont fait leurs preuves. Ces solutions venant d'acteurs de tous

types (collectivités locales, décideurs et gestionnaires, entreprises, agriculteurs, ONGs, chercheurs, etc.) s'appuient sur des approches régionalisées. Notamment, renforcer le rôle des services publics d'eau potable et d'assainissement dans l'atténuation permettrait de réguler les flux d'énergie. Par ailleurs, face au dérèglement climatique, les actions d'adaptation doivent également être élaborées et mises en œuvre. L'eau est un vecteur de solutions (utilisation des écosystèmes aquatiques pour leur rôle régulateur, construction de réseaux d'adduction eau, mise en place de systèmes de traitement des eaux, etc.).



Transition énergétique : appel à la mise en œuvre d'un outil graphique, interactif et participatif pour permettre aux citoyens de s'informer, débattre (SU-ITE - Institut de la Transition environnementale de Sorbonne Université)

Il existe de nombreux modèles et de nombreux scénarios pour la transition énergétique : l'Ademe et RTE en produisent chaque année, Négawatt (association éponyme), Négatep (association « Sauvons le climat »), UFE, les Ecoles des Mines, l'Institut i-Tésé du CEA, etc., en réalisent également. Chacun a ses qualités, ses défauts et surtout repose sur des partis pris simplificateurs ou au contraire sur des choix de détails ou de données.

Il en résulte un paysage morcelé, qui favorise les guerres de chapelles, et complexifie la compréhension des dossiers pour les décideurs et les citoyens, et rend opaque les choix politiques puisqu'on ne connaît pas les arbitrages opérés entre ces scénarios.

Nous proposons la mise en œuvre d'un outil consensuel graphique, interactif et participatif, sur Internet, permettant aux citoyens de s'informer, débattre. Il permettra aux décideurs d'avoir ainsi une meilleure vision des consensus ou points de blocages.



Sondage Climat de l'association TaCa (TaCa - Agir pour le Climat)

En complément des travaux de cette convention, nous organisons un sondage climat en ligne, date limite de réponse dimanche 9 février.

Lien: <https://forms.gle/qqvVYVYLGp1juUuR7>



Contribution de l'UDI à la Convention Citoyenne pour le Climat (Union des Démocrates et Indépendants - UDI)

Bonjour,

Nous sommes heureux de vous présenter notre Contribution à la Convention Citoyenne pour le Climat, disponible en PDF : <http://parti-udi.fr/contribution-de-ludi-a-la-convention-citoyenne-pour-le-climat/>.

L'équipe UDI.



Une Europe souveraine pour un avenir durable d'ici 2030 et contre le changement climatique (Union des fédéralistes européens France)

Résolution du Comité fédéral de l'Union des fédéralistes européens (UEF)

Adoptée par le Comité fédéral de l'UEF, 23-24 novembre 2019, Rome

L'Union européenne doit adopter et mettre en œuvre un plan fiable, avec des engagements contraignants, pour réduire drastiquement les émissions de CO2 dès que possible – progressant vers son objectif actuel de devenir « neutre en carbone » seulement en 2050 - et doit créer les conditions sociales et économiques pour rendre ce plan possible.

L'Union européenne devrait élaborer en 2020 un plan d'action de l'UE pour la mise en œuvre des ODD basé sur des plans d'action nationaux (et régionaux) existants.

Dans ce but, l'UEF soumet des propositions de politiques à intégrer dans le nouveau programme de la Commission européenne pour les 5 prochaines années et en particulier dans le package pour un New Deal Vert européen, en matière d'imposition, d'échange de droits d'émission de carbone, d'infrastructures, de financement, d'accords commerciaux, et de politiques agricoles et forestières communes.

L'UEF soumet à cet effet des propositions détaillées de gouvernance à mettre en œuvre dès que possible par des décisions des institutions compétentes de l'UE ou à intégrer dans les nouvelles réformes des traités de l'UE.